

Nouvelle baisse du chômage

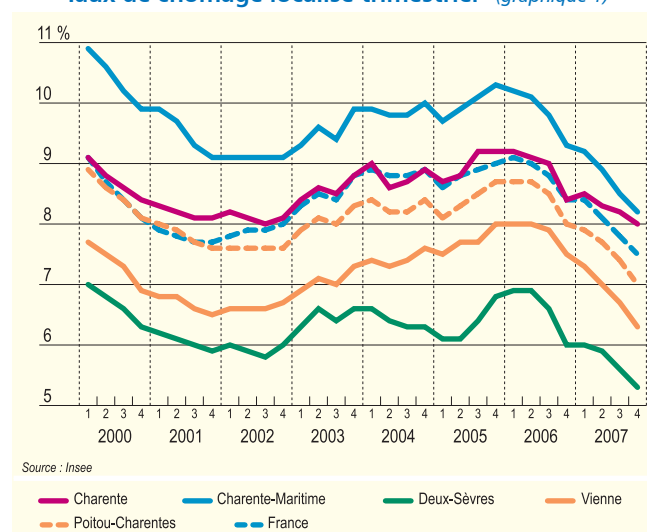
Sur l'ensemble de l'année 2007, le recul du nombre des demandeurs d'emploi, commencé en 2006, a continué. En Poitou-Charentes 50 000 DEFM de catégorie 1,2,3 hors activité réduite sont inscrits à l'ANPE fin 2007. Malgré un ralentissement au cours du deuxième semestre, cette baisse a permis d'atteindre un taux de chômage jamais connu depuis 1982. Cette évolution a bénéficié à toutes les catégories de demandeurs d'emploi, quel que soit leur âge, leur sexe, leur qualification, ou la durée de leur demande.

La part des demandeurs d'emploi exerçant des activités réduites, «petits boulots» dans le chômage, reste cependant élevée. Plus du tiers des nouveaux demandeurs d'emploi se sont inscrits à l'Agence après une fin de contrat de travail court, intérim ou CDD. Les difficultés de recrutement ne se sont pas accentuées. Mais sous l'effet d'une augmentation des offres d'emploi, et d'un ralentissement du nombre des demandes, elles ont retrouvé en fin d'année leur niveau de la fin 2006.

Le taux de chômage régional localisé (*cf. définitions*) est en baisse régulière depuis le milieu de l'année 2006. Il atteint fin 2007 un niveau historiquement bas : 7,0 %, contre 8,0 % fin 2006 et un dernier point haut de 8,7 % au 2^e trimestre 2006 (*graphique 1*). Le taux de chômage régional est ainsi redescendu sous un niveau jamais atteint depuis 1982. Il était alors 1 point au dessus du taux moyen de la France métropolitaine. Fin 2007, il lui est inférieur de 0,5 point.

Ce recul concerne chacun des quatre départements, surtout la Charente-Maritime (- 1,1 point en 2007) et la Vienne (- 1,2 point). Il est moindre en Deux-Sèvres (- 0,7 point) et en Charente (- 0,4 point). La hiérarchie des taux de chômage ne s'en trouve pas changée pour autant. Encore élevé dans les deux Charentes (proche de 8 %), il est assez faible dans les départements poitevins. Les Deux-Sèvres avec un taux de 5,3 % et la Vienne avec 6,3 % ont des taux nettement inférieurs au niveau national (7,5 %) et sont proches des meilleurs scores départementaux.

Taux de chômage localisé trimestriel* (*graphique 1*)



* Voir définitions

Au cours de l'année 2007, le nombre total de personnes inscrites à l'ANPE et tenues d'accomplir des actes de recherche d'emploi (84 800 personnes fin 2007 en catégories 1, 2, 3, 6, 7 et 8 - cf. définitions) a diminué de - 11 % en Poitou-Charentes (- 9 % en France métropolitaine). Cette baisse prolonge, en la renforçant, la décrue amorcée en 2005 (- 2 %) et poursuivie en 2006 (- 9 %) (graphique 2).

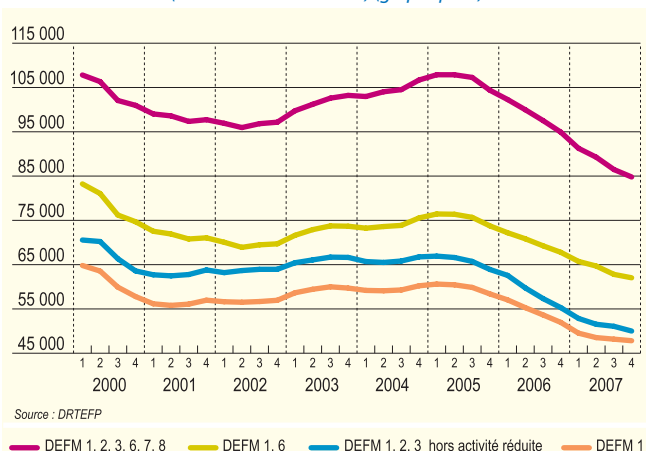
Toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont concernées. Ces bons résultats indiquent que le cœur du chômage est bien en cours de résorption. En effet, le nombre des DEFM qui n'exercent aucun emploi a lui aussi fortement décru (- 9,5 % en 2007, après - 13,5 % en 2006). Cette décrue ne s'est pas accompagnée d'un report sur des demandeurs d'emploi avec des «petits boulots», qui constituent une part du halo du chômage, non prise en compte dans le chômage au sens du BIT (cf. définitions). En 2007, le reflux est même plus prononcé pour les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (- 12,4 % contre - 1,7 % en 2006) (graphique 3).

Fin décembre 2007, l'effectif des demandeurs d'emploi des catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite, ceux les plus proches de la définition des chômeurs au sens du BIT, s'élève à 50 020 personnes, soit 5 270 inscrits de moins par rapport à décembre 2006. Toutefois le recul, plus sensible au premier semestre (- 3 680) qu'au second (- 1 590), a ralenti au cours de l'année.

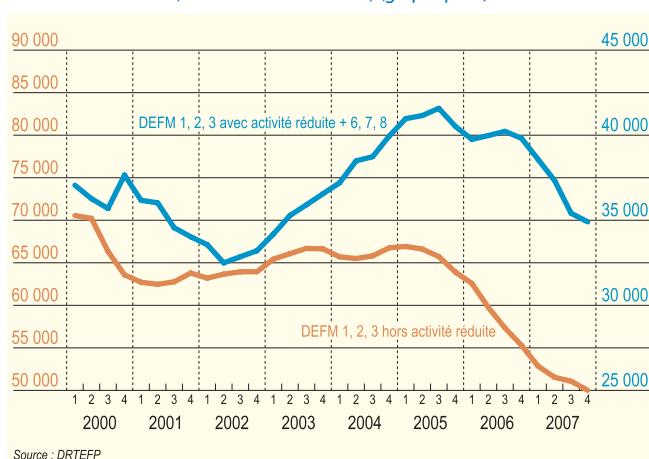
UNE BAISSÉ ACCENTUÉE POUR LES JEUNES ET POUR LES AGENTS DE MAÎTRISE, TECHNICIENS ET CADRES

La diminution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits (catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite) concerne toutes les tranches d'âge. L'amélioration concerne d'abord les jeunes (- 12,4 %), au même rythme qu'en 2006 (tableau 1).

Demandeurs d'emploi par catégorie
(séries trimestrielles CVS) (graphique 2)



Demandeurs d'emploi et activité réduite
(séries trimestrielles CVS) (graphique 3)



Demandeurs d'emploi de catégories 1+2+3 hors activité réduite selon le sexe et l'âge (tableau 1)

Données CVS	2006	2007				2007	2006		2007	
	T4	T1	T2	T3	T4	T4	Évolution (T/T-4)	Évolution (T/T-4)	Évolution (T/T-4)	
	Niveau	Évolution trimestrielle (%)				Niveau	Valeur	%	Valeur	%
Hommes	25 450	-4,8	-1,2	-3,1	-0,6	23 040	-3 600	-12,4	-2 410	-9,5
Femmes	29 840	-4,4	-3	0,8	-3,2	26 980	-5 020	-14,4	-2 860	-9,6
Moins de 25 ans	9 940	-3,3	-1,2	-5,7	-2,7	8 710	-1 430	-12,6	-1 230	-12,4
25 à 49 ans	35 550	-4,4	-2,3	-0,1	-2,4	32 350	-5 850	-14,1	-3 200	-9
50 ans et plus	9 800	-6,1	-2,9	-0,4	-0,1	8 960	-1 340	-12	-840	-8,6
Poitou-Charentes	55 290	-4,5	-2,2	-1	-2,1	50 020	-8 620	-13,5	-5 270	-9,5

Source : DRTEFP

La situation des demandeurs d'emploi plus âgés continue également de s'améliorer. Avec une baisse en 2007 de - 9,0 % pour les 25-49 ans et de - 8,6 % pour les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus, l'amélioration est toutefois un peu moins marquée qu'en 2006 (respectivement - 14,1 % et - 12,0 %).

Contrairement aux années précédentes, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus n'est pas alimentée par l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi dispensés de recherche (cf. encadré). Elle est en revanche certainement favorisée par le fait que les «seniors» figurent parmi les publics prioritaires

des contrats aidés de la politique d'emploi (cf. chapitre «politiques du développement local et de l'emploi»), dont ils représentent à la fin décembre 22 % des effectifs alors que leur part dans la demande d'emploi est de 18 %.

Tous les niveaux de qualification sont concernés par la décre de nombre de demandeurs d'emploi, mais à des rythmes sensiblement différents. Celle-ci est plus importante pour les agents de maîtrise, les techniciens et les cadres (- 14,4 %) que pour les ouvriers (- 9,0 %) ou les employés (- 8,3 %). De ce fait, la population des demandeurs d'emploi est encore plus que par le passé constituée d'employés (les 2/3 fin 2007), dont 68 % sont des femmes.

Dispenses de recherche d'emploi

Les allocataires de l'assurance chômage (Aide au retour à l'emploi - ARE) âgés de 57 ans et demi ou, s'ils justifient de 160 trimestres d'assurance vieillesse, dès l'âge de 55 ans, peuvent bénéficier d'une dispense de recherche d'emploi. Les allocataires du régime de solidarité (Allocation de solidarité spécifique - ASS) en bénéficient dès 55 ans. Sont également visés par la dispense de recherche d'emploi, les bénéficiaires de l'Allocation équivalente retraite (AER), que cette allocation soit versée à titre de revenu de remplacement ou à titre de revenu de complément et ce, quel que soit leur âge.

Le nombre de demandeurs d'emploi dispensés de recherche d'emploi s'élève à 10 102 en Poitou-Charentes à la fin du mois de décembre 2007, soit une baisse de - 6,3 % en un an (- 5,6 % France entière). Leur répartition par allocation est présentée ci-dessous.

	Décembre 2006	Décembre 2007	Evolution (%)
ARE	6 315	5 219	- 17,4
ASS	2 452	2 537	+ 3,5
AER	2 013	2 346	+ 16,5
Total	10 780	10 102	- 6,3

Source : DRTEFP

Malgré ce handicap, le nombre de femmes demandeurs d'emploi diminue à un rythme égal à celui des hommes (- 9,5 %). L'écart entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes (1,6 point) se réduit même par rapport à 2006 (2,2 points). Il reste néanmoins plus élevé qu'au niveau national (1,1 point), surtout en raison du faible taux de chômage masculin en Poitou-Charentes, de 6,7 %, contre 7,4 % France entière.

DIMINUTION ACCÉLÉRÉE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée continue de diminuer à un rythme supérieur à celui de la baisse de l'ensemble de la demande d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 1, 2 ou 3 hors activité réduite depuis un an ou plus s'établit à 13 480 à la fin de l'année 2007, soit 4 480 de moins qu'en décembre 2006 (- 24,9 %) et 8 410 de moins qu'en décembre 2005 (- 38,4 %) (tableau 2).

En 2007, la décre de chômage de très longue durée (demandeurs d'emploi inscrits ayant plus de deux ans d'ancienneté) est encore plus accentuée (- 25,6 %) et bien supérieure à celle observée l'année précédente (- 15,0 % en 2006). La dynamique du marché du travail n'en est sans doute pas la seule cause. Cette catégorie de demandeurs d'emploi, durablement éloignée de

Demandeurs d'emploi de catégorie 1 selon l'ancienneté au chômage (tableau 2)

Données CVS	2006	2007					2007	2006		2007	
	T4	T1	T2	T3	T4	T4	Évolution (T/T-4)		Évolution (T/T-4)		
	Niveau	Évolution trimestrielle (%)					Niveau	Valeur	%	Valeur	%
Moins d'un an	37 330	-2,1	0,1	0,2	-0,4	36 540	-4 690	-11,2	-790	-2,1	
Plus d'un an	17 960	-9,6	-7,5	-4,2	-6,3	13 480	-3 930	-18	-4480	-24,9	
1 à 2 ans	9 370	-9,8	-8,3	-3,9	-4,8	7 090	-2 410	-20,5	-2280	-24,3	
2 à 3 ans	3 960	-9,3	-6,7	-8,4	-9,4	2 780	-880	-18,2	-1180	-29,8	
Plus de 3 ans	4 630	-9,5	-6,4	-1,3	-6,7	3 610	-640	-12,1	-1020	-22	
Poitou-Charentes	55 290	-4,5	-2,2	-1	-2,1	50 020	-8 620	-13,5	-5 270	-9,5	

Source : DRTEFP

l'emploi et plutôt âgée, a été vraisemblablement concernée par les départs à la retraite et par les emplois aidés de la politique d'emploi.

FORTE BAISSÉ DE L'EFFECTIF DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN ACTIVITÉ RÉDUITE

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité occasionnelle ou réduite, qui avait légèrement diminué en fin d'année 2006, se replie de façon importante tout au long de l'année 2007. À la fin décembre 2007, la baisse atteint - 12,4 % par rapport à décembre 2006 et c'est la plus forte de toutes les régions françaises. Malgré cette forte baisse, la part des demandeurs d'emploi en activité réduite reste importante en Poitou-Charentes. Dans la région, quatre demandeurs d'emploi sur dix sont en activité réduite en décembre 2007, contre un peu plus de un sur trois en moyenne dans l'ensemble de la France métropolitaine, marque d'une plus grande persistance d'un entre-deux, mi-emploi mi-chômage.

La propension des femmes à exercer une activité réduite demeure supérieure à celle des hommes (44,1 % contre 33,8 %) ; la différence est plus sensible pour les emplois d'une durée de 1 à 78 heures (+ 6,7 points pour les femmes) que pour les emplois d'une durée supérieure à 78 heures (+ 3,7 points).

L'exercice d'une activité réduite est aussi fréquent chez les jeunes que chez leurs aînés. Mais les emplois d'une durée supérieure à 78 heures sont majoritaires jusqu'à l'âge de 50 ans, minoritaires au-delà. L'exercice d'une activité réduite est en revanche très sensible à l'ancienneté d'inscription. Il est en effet particulièrement fréquent parmi les chômeurs de longue durée : 52,5 % d'entre eux sont concernés par une activité réduite en décembre 2007 et il s'agit plus souvent d'un emploi d'une durée supérieure à 78 heures (30,4 %) que d'un emploi de plus courte durée (22,1 %).

Les jeunes (à 56 %) et les adultes d'âge intermédiaire (à 54 %) inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE ont plus souvent un «petit boulot» que leurs aînés ; le pourcen-

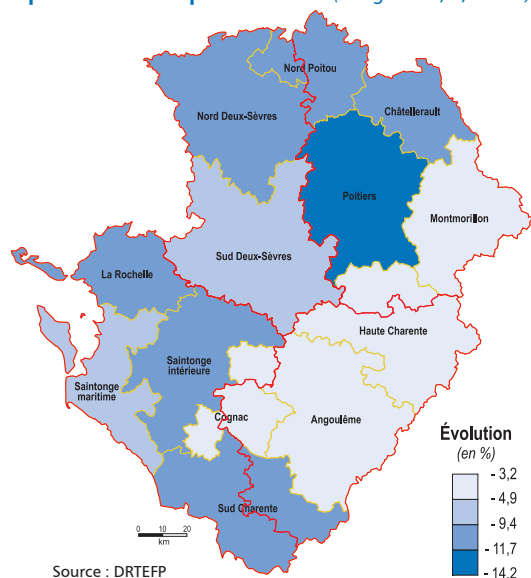
tage de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus qui travaillent (48 % d'entre eux) est toutefois loin d'être négligeable.

MOINS BONNE PERFORMANCE DE LA CHARENTE

Entre décembre 2006 et décembre 2007, la baisse des effectifs des demandeurs d'emploi des catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite concerne toutes les zones d'emploi. Mais elle est plus ou moins marquée selon les cas : inférieure à - 5 % dans quatre zones d'emploi, elle dépasse - 9 % dans toutes les autres zones d'emploi de la région (cf. carte). Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi n'a reculé que de - 3,2 % en Haute Charente, de - 3,6 % à Montmorillon, de - 3,8 % à Cognac et de - 4,8 % à Angoulême. À l'inverse, la baisse a atteint - 11,7 % à La Rochelle et jusqu'à - 14,1 % à Poitiers.

Les zones ayant connu les évolutions les moins favorables concernent spécialement le département de la Charente dont le nombre de demandeurs d'emploi ne diminue au total que de - 4,2 % sur l'ensemble de l'année.

Évolution des demandes d'emploi par zone d'emploi en 2007 (catégories 1, 2, 3 HAR)



Demandeurs d'emploi de catégories 1+2+3 hors activité réduite selon les départements (tableau 3)

Données CVS	2006	2007				2007	2006		2007	
	T4	T1	T2	T3	T4	T4	Évolution (T/T-4)	Évolution (T/T-4)	Évolution (T/T-4)	
	Niveau	Évolution trimestrielle (%)				Niveau	Valeur	%	Valeur	%
Charente	11 830	-4,5	0,4	-0,3	0,1	11 330	-1 670	-12,4	-500	-4,2
Charente-Maritime	21 970	-4,3	-4,5	0,2	-2,5	19 630	-3 350	-13,2	-2 340	-10,7
Deux-Sèvres	8 870	-3	-1,3	-2,4	-3,6	7 990	-1 830	-17,1	-880	-9,9
Vienne	12 620	-6,1	-1,4	-3	-2,3	11 070	-1 770	-12,3	-1 550	-12,3
Poitou-Charentes	55 290	-4,5	-2,2	-1	-2,1	50 020	-8 620	-13,5	-5 270	-9,5

Source : DRTEFP

Chacun des trois autres départements de la région connaît une diminution proche ou supérieure à 10 % sur l'année : - 9,9 % pour les Deux-Sèvres, - 10,6 % pour la Charente-Maritime et jusqu'à - 12,3 % pour la Vienne (tableau 3).

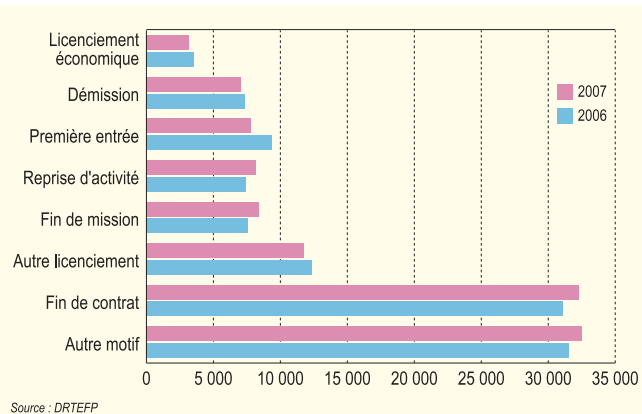
La situation de la Charente est à relier avec ses résultats en termes d'emploi salarié : c'est en effet le département de la région qui a connu l'évolution la moins favorable sur ce plan en 2007 (cf. chapitre emploi). La Charente est par ailleurs le seul département où les offres d'emploi ont été moins nombreuses en 2007 (- 6,3 %) et celui où, dans le même temps, les flux de demandes d'emploi enregistrées ont le plus augmenté (+ 3,4 %).

La moins bonne performance de la Charente se répercute sur l'ensemble des publics demandeurs d'emploi dont la diminution est moins forte que celle des trois autres départements. La différence est toutefois peu marquée pour ce qui concerne le chômage de longue durée (- 20,1 % pour - 24,9 % en moyenne régionale) dont le recul est davantage lié à l'impact des politiques d'emploi et aux départs en retraite qu'à la conjoncture économique. En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de moins d'un an d'ancienneté au chômage, qui est plus directement dépendant de la conjoncture de l'emploi, augmente en Charente (+ 4,7 %) alors qu'il diminue partout ailleurs.

STABILITÉ DES FLUX D'INSCRIPTIONS

Sur l'ensemble de l'année 2007, l'ANPE a comptabilisé 144 400 inscriptions (catégories 1, 2 et 3), dont 111 100 en catégorie 1. Ces chiffres ont peu varié par rapport à 2006 (+ 0,5 % au total dont + 0,7 % pour la catégorie 1).

Demands d'emploi selon le motif d'inscription (graphique 4)



(1) Le repérage des motifs d'inscription est imparfait puisque près de 30 % des inscriptions sont enregistrées dans la rubrique «autres motifs».

56,4 % de ces entrées en catégorie 1 sont dues à une fin de contrat de travail⁽¹⁾.

Ce sont les fins de contrats précaires qui alimentent en premier les rangs des demandeurs d'emploi. Les fins de contrat à durée déterminée et les fins de mission d'intérim sont à l'origine du plus grand nombre des inscriptions à l'ANPE (37 % du total). Ils sont en augmentation par rapport à l'année précédente, de + 3,7 % pour les fins de contrats et de + 10,7 % pour les fins de mission. Environ 13 % des entrées sont consécutives à un licenciement, pour raisons économiques ou non, en baisse par rapport à l'année précédente.

Les premières entrées sur le marché du travail constituent, quant à elles, 7 % des entrées (- 1,5 point par rapport à 2006). Enfin, 7 % du flux d'entrée annuel s'explique par une reprise d'activité et 6 % par une démission (graphique 4).

LES SORTIES VERS L'EMPLOI PROGRESSENT

Les sorties de l'ANPE (113 250 sorties comptabilisées en catégorie 1) augmentent de + 2,8 % par rapport à 2006, ce qui correspond à un peu plus de 3 000 sorties supplémentaires par rapport à 2006. Ce sont d'abord des sorties pour arrêts de recherche (+ 1 500 ; + 14,8 %) et radiations administratives (+ 830 ; + 9,4 %) qui augmentent. Les sorties pour reprises d'emploi déclarées augmentent moins rapidement (+ 980 ; + 3,4 %) et celles motivées par l'inscription à un stage de formation ont pour leur part été moins nombreuses qu'en 2006 (- 670 ; - 6,2 %).

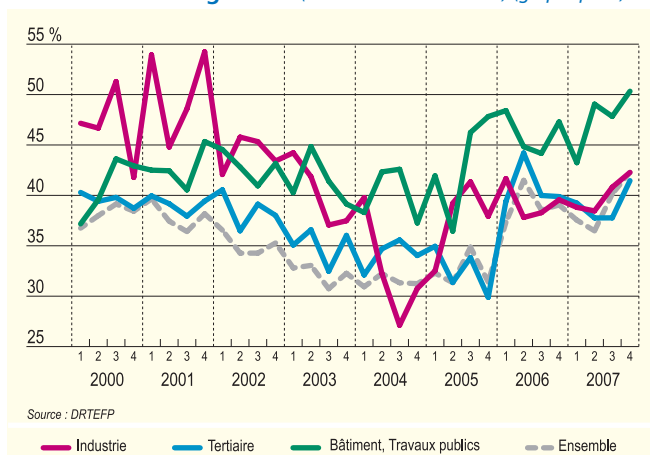
Les sorties pour reprises d'emploi déclarées représentent, dans la statistique mensuelle de l'ANPE, un peu plus du quart des sorties. Même si ces statistiques peuvent être commentées en évolution, de fait, les retours à l'emploi sont sous-estimés. Chaque mois, de nombreux demandeurs d'emploi sortent des listes parce qu'ils n'ont pas actualisé leur situation mensuelle en fin de mois ou à la suite d'une radiation administrative. Les «absences au contrôle» représentent 38 % des sorties de l'année et les radiations administratives environ 9 %. Or, une fraction importante des sorties pour absence au contrôle et pour radiation sont des reprises d'emploi non déclarées : respectivement 50 % et 30 % selon les enquêtes «sortants» réalisées par l'ANPE et la DARES sur échantillon représentatif au niveau national.

DYNAMISME DES OFFRES D'EMPLOI

En 2007, le dynamisme de l'emploi régional se traduit par un nombre élevé d'offres d'emploi. Avec 88 600 offres déposées dans les agences pour l'emploi de

Poitou-Charentes, le niveau record de 2006 est dépassé (+ 0,9 %). Cette année encore, près de 40 % des emplois proposés sont des emplois durables, CDI ou CDD de plus de 6 mois (entre 2002 et 2005, seule une offre sur trois correspondait à un emploi durable) (graphique 5).

Part des offres de plus de 6 mois dans l'ensemble des offres enregistrées (séries trimestrielles CVS) (graphique 5)



Hors métiers de l'agriculture, où la majorité des offres sont de nature saisonnière, la part des offres durables s'élève même à 45 %, soit un pourcentage assez proche de la moyenne nationale (47 %).

L'évolution positive des offres d'emploi et notamment des offres d'emploi durables est surtout le fait du département de la Vienne (+ 8,3 % sur un an, dont + 11,2 % pour les offres de plus de 6 mois). A contrario, les offres d'emploi ont été moins nombreuses en 2007 dans le département de la Charente (respectivement - 6,3 % pour l'ensemble des offres et - 10,6 % pour les offres durables).

PERSISTANCE DES TENSIONS...

L'augmentation du volume des offres déposées à l'ANPE, un peu plus forte que celle des inscriptions (+ 0,5 % sur l'ensemble de l'année), conduit à la persistance de difficultés de recrutement, difficultés qui elles-mêmes expliquent probablement la hausse des propositions de contrats stables.

DÉFINITIONS

Demands d'emploi

Les Demands d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. Ces demands sont enregistrés à l'ANPE dans différentes catégories de demandes d'emploi en fonction de leur disponibilité, du type de contrat recherché et de la quotité de temps de travail souhaité.

Pour les six catégories suivantes, les demands d'emploi sont tenus d'accomplir des «actes positifs de recherche d'emploi» :

Type de contrat recherché	Pas d'activité réduite au cours du mois ou d'une durée n'excédant pas 78 heures (immédiatement disponibles)	Activité réduite de plus de 78 heures dans le mois (non immédiatement disponibles)
• Contrat à durée indéterminée, à temps plein à temps partiel	Catégorie 1 Catégorie 2	Catégorie 6 Catégorie 7
• Contrat à durée déterminée ou mission d'intérim	Catégorie 3	Catégorie 8

S'ajoutent deux autres catégories de demands d'emploi qui ne sont pas immédiatement disponibles et qui ne sont pas tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi :

- Catégorie 4 : personnes sans emploi, non disponibles en raison d'un stage, d'une formation, de la maladie...
- Catégorie 5 : personnes pourvues d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi.

Taux de chômage

Un chômeur au sens du BIT doit être sans emploi (ne pas avoir travaillé ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence) disponible (dans les 15 jours) et en recherche active d'emploi.

Les séries des taux de chômage depuis 1982 ont été entièrement révisées en 2007 suite aux changements méthodologiques intervenus au niveau national. Le terme « taux de chômage au sens du BIT » est remplacé pour les taux régionaux et départementaux par «taux de chômage localisé». Il s'agit par ailleurs de taux en moyenne sur le trimestre, et non en fin de trimestre comme auparavant.

L'indice qui mesure les tensions rapporte le flux d'offres enregistrées aux demandes enregistrées par l'ANPE au cours de l'année. Une augmentation indique de plus grandes difficultés de recrutement. Pour un métier donné, un indicateur élevé peut indiquer à la fois des difficultés de recrutement mais aussi un trait spécifique du recrutement dans ce métier (une forte rotation de main-d'œuvre par exemple).

Fin 2007, l'indicateur de tension, toutes activités confondues, s'établit à 0,66 en Poitou-Charentes contre 0,73 pour la France métropolitaine. En repli au premier semestre, les tensions repartent à la hausse au second semestre, sous l'effet conjugué d'un ralentissement des flux d'inscription et d'une reprise des offres d'emploi. Dans la région, l'indicateur de tension rejoint en fin d'année son niveau de fin 2006, alors que pour la France métropolitaine, il enregistre une hausse (+ 0,07).

...DANS LES DOMAINES PROFESSIONNELS DÉJÀ CONFRONTÉS À DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Dans le domaine de l'agriculture (qui affiche cette année encore l'indicateur le plus élevé à 1,77), les tensions se situent toujours sur les métiers de maraîchers, de jardiniers et de viticulteurs, soumis à une saisonnalité et à un turn-over importants car plus de 95 % des offres (sur un total de 12 400 offres déposées en 2007) portent sur des durées inférieures à 6 mois.

Les difficultés de recrutement demeurent également importantes dans le bâtiment et les travaux publics (9 400 offres déposées en 2007), même si elles apparaissent, à volume d'offres constant, un peu moins aiguës qu'en 2006 en raison d'inscriptions plus nombreuses en 2007 (+ 9,5 %).

Dans les métiers de l'industrie, les tensions, qui s'étaient sensiblement accrues en 2006, augmentent à nouveau en 2007, quoique plus modérément (graphique 6). 11 300 offres pour des métiers de l'industrie ont été déposées en 2007, soit + 14 % par rapport à 2006. En regard, les demandes enregistrées pour ces métiers n'ont augmenté que de + 1,4 %, ce qui pourrait signifier une désaffection pour ces métiers.

Chacun des grands domaines professionnels est concerné, la progression la plus marquante étant observée dans les emplois de la maintenance. Ces métiers pour lesquels les offres augmentent fortement (+ 15 % sur un an) enregistrent une légère baisse des demandes d'emploi enregistrées (- 1,4 %).

Les tensions, et leurs évolutions, sont beaucoup plus contrastées dans le tertiaire qui regroupe à la fois des métiers pour lesquels le nombre de demandeurs d'emploi excède largement celui des offres proposées (les emplois administratifs ou les coiffeurs par exemple) et des métiers «tendus». C'est notamment le cas des transports, où les tensions sont croissantes pour les emplois de conducteurs routiers, ainsi que de l'hôtellerie restauration, en particulier pour les cuisiniers et les aides cuisiniers, ou encore les métiers de la santé avec les infirmiers.

Offres sur demandes enregistrées (graphique 6)

